



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA MOSELLE

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES

Bureau de L'Utilité Publique  
et de l'Environnement

Affaire suivie par Véronique Piona  
Tél : 03 87 34 84 28  
Fax 03 87 34 85 15  
[veronique.piona@moselle.gouv.fr](mailto:veronique.piona@moselle.gouv.fr)

**ARRETE**

N° 2010-DLP/BUPE – 257

du – 8 JUIL. 2010

mettant en demeure la société Compagnie Mosellane de Stockage à Metz de respecter les dispositions des articles 4, 5, 9 et 14 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié, de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008 et de l'article 24 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 octobre 1989.

**LE PREFET DE LA REGION LORRAINE  
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET  
DE SECURITE EST  
PREFET DE LA MOSELLE  
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

VU le Code de l'Environnement, notamment le titre 1<sup>er</sup> du livre V ;

VU l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables modifié par l'arrêté ministériel du 23 février 2007 ;

VU l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008 relatif à la protection contre la foudre de certaines Installations Classées ;

VU l'arrêté préfectoral n° 89-AG/2-600 du 18 octobre 1989 autorisant la Compagnie Mosellane de Stockage à exploiter une unité de stockage de céréales et un dépôt d'engrais au 18, rue des Alliés à METZ ;

VU la visite d'Inspection réalisée par l'Inspection des Installations Classées en date du 26 mai 2010 sur le site de la Société CMS à METZ ;

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées du 2 juillet 2010 ;

VU l'arrêté préfectoral DCTAJ-2010-60 du 22 avril 2010 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Jean-Francis TREFFEL, Secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

CONSIDERANT que l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié précise que l'exploitant de silos de stockage de céréales soumis à autorisation doit disposer de procédures d'exploitation comportant la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident ;

CONSIDERANT que l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter ces documents lors de la visite d'inspection du 26 mai 2010 ;

CONSIDERANT que l'article 5 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié précise que tout évènement susceptible de constituer un précurseur d'explosion, d'incendie doit notamment être signalé dans un registre et que l'exploitant doit réaliser une analyse annuelle des causes possibles de ces évènements ;

CONSIDERANT que l'exploitant n'a pas complété le registre depuis 2008 alors qu'au moins un évènement aurait dû y être reporté et n'a pas fourni l'analyse annuelle lors de la visite du 26 mai 2010 ;

CONSIDERANT que l'article 9 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié précise que l'exploitant de silos de stockage de céréales soumis à autorisation doit disposer d'un rapport annuel présentant l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions de cet arrêté ministériel ;

CONSIDERANT que le rapport fourni au titre du contrôle électrique de l'année 2009 ne statue pas sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié et notamment les dispositions de son article 9 ;

CONSIDERANT que l'article 14 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié précise que les températures des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux silos et que les relevés de température donnent lieu à un enregistrement ;

CONSIDERANT que le système de contrôle des températures dans les cellules n'était pas correctement opérationnel lors de la visite du 26 mai 2010 et que l'enregistrement de ces relevés n'était pas disponible pour la période du 06 avril au 26 mai 2010 ;

CONSIDERANT que l'article 2 de l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008 précise que l'analyse du risque foudre identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée et que ces dispositions sont applicables à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2010 pour les installations existantes selon l'article 8 ;

CONSIDERANT que l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter l'analyse du risque foudre lors de la visite du 26 mai 2010 ;

CONSIDERANT que l'article 24 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 octobre 1989 précise que chaque cellule et chaque intercalaire sont équipés d'une sonde thermométrique ;

CONSIDERANT que les cellules du silo 1 (cellules 1 à 20) ne sont pas équipées de sonde thermométrique lors de la visite du 26 mai 2010 ;

CONSIDERANT que le non-respect de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié susvisé, de l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008 susvisé et de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 octobre 1989 susvisé est susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement, à savoir notamment la sécurité publique ;

CONSIDERANT qu'en cas de constatation de non-respect des conditions imposées à un exploitant, le Préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ses obligations, en application de l'article L.514-1 du Code de l'Environnement,

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Moselle ;

## ARRETE

**Article 1 :**

La Société Compagnie Mosellane de Stockage, située 18 rue des Alliés à METZ, est mise en demeure de respecter les dispositions présentées dans le tableau ci-dessous dans les délais fixés à compter de la notification du présent arrêté :

Dispositions à respecter	Délai
<b>Article 4 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié</b> relatif à la prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables	3 mois
<b>Article 5 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié</b> relatif à la prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables	3 mois
<b>Article 9 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié</b> relatif à la prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables	1 mois
<b>Article 14 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié</b> relatif à la prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables	15 jours
<b>Article 2 de l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008</b> relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées	3 mois
<b>Article 24 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 octobre 1989</b>	1 mois

**Article 2**

En vertu de l'article L514-6 du Code de l'Environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Strasbourg :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où elle lui a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période deux années suivant la mise en activité de l'installation.

**Article 3 :**

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle,  
L'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une copie du présent arrêté est transmise, pour information, au maire de METZ où est implantée la société.

POUR COPIE CONFORME

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général

Laurent VAGNER

LE PREFET,

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général

Jean-François TRÉPPEZ

